



Résumé

La vision du Centre canadien sur les dépendances et l'usage de substances (CCDUS) est celle d'un Canada plus sain et plus productif où les données et la collaboration transforment les approches à l'égard de l'usage des substances en vue de mettre au point des mesures coordonnées dans l'élaboration des politiques et une prestation de services efficace.

Le CCDUS demande un financement fédéral de 76 millions de dollars sur six ans pour quatre initiatives concrètes afin de combler les écarts du Canada en matière de politiques, d'information et de pratiques sur l'usage de substances et les dépendances en vue de renforcer l'intervention collective de la société et du gouvernement. Les initiatives s'harmonisent avec les priorités politiques du gouvernement fédéral en matière de soins de santé, de sécurité publique et de mieux-être communautaire et elles découlent de récentes consultations menées auprès d'environ 200 intervenants ainsi qu'auprès de sous-ministres provinciaux et territoriaux de la Santé :

- Créer un portail sur l'usage de substances et les dépendances;
- Mettre à l'échelle et diffuser les pratiques exemplaires partout au Canada;
- Fournir des données sur le rendement du système de santé et présenter des rapports à ce sujet;
- Jouer un rôle de chef de file dans la formation collaborative et la sensibilisation.

Ensemble, ces initiatives combleront les écarts dans les infrastructures de base afin de préparer une intervention proactive fondée sur des données probantes à l'échelle de la collectivité et du système pour atténuer et réduire les répercussions personnelles et économiques négatives que l'usage de substances et les dépendances ont sur les Canadiens. La réduction de l'usage des substances et des dépendances s'accompagne d'une augmentation de la productivité et de la prospérité des Canadiens, qui sont en mesure de maximiser leurs possibilités économiques et leurs contributions à la collectivité¹, ce qui réduit du même coup le fardeau que représente l'usage de substances sur la santé, les services sociaux et les systèmes judiciaires du Canada.

Introduction

Le CCDUS est la seule agence pancanadienne ayant un mandat prescrit par la loi à jouer un rôle de chef de file national en vue de lutter contre l'usage de substances et les dépendances au Canada.

Le CCDUS optimise les ressources en tirant parti de la recherche, en approfondissant le savoir et en recueillant divers points de vue provenant de plus de 3 000 partenaires et intervenants de

¹ D'après la recherche originale menée par le CCDUS (2017), on a découvert que près de la moitié des Canadiens aux prises avec un problème de toxicomanie a du mal à conserver un emploi stable et à payer leurs factures et leurs impôts à temps. Ces Canadiens sont aussi plus susceptibles d'être arrêtés, de conduire avec des facultés affaiblies et de commettre des actes de violence familiale ou d'en être victimes. Cependant, les taux étaient considérablement plus bas chez les personnes en voie de guérison.

partout au pays. Au cours des 30 dernières années, le Centre a été un chef de file digne de confiance et crédible pour découvrir les écarts en matière de politiques et de programmes, pour cibler les principaux besoins en matière d'infrastructures de santé et de services sociaux pour combler ces écarts et pour diffuser – aux intervenants et aux gouvernements – les pratiques exemplaires qui découlent des interventions pancanadiennes. Afin de continuer à faire progresser les connaissances, la recherche et l'échange de renseignements liés à l'usage de substances et aux dépendances, le CCDUS demande un investissement fédéral de 76 millions de dollars sur six ans.

Les travaux du Centre sont guidés par des groupes consultatifs d'experts nationaux et multisectoriels et des groupes de travail qui contribuent à l'élaboration d'interventions, de traitements et de programmes de prévention efficaces pour aider les Canadiens à rester en bonne santé et productifs dans leur collectivité et dans leur vie personnelle. Parmi les exemples de travaux antérieurs, il y a notamment une stratégie sur les médicaments d'ordonnance, la stratégie nationale sur l'alcool, les directives de consommation d'alcool à faible risque et la recherche en vue d'approfondir les connaissances sur des sujets prioritaires comme la conduite avec facultés affaiblies par les drogues, le cannabis et les coûts liés à l'usage de substances au Canada.

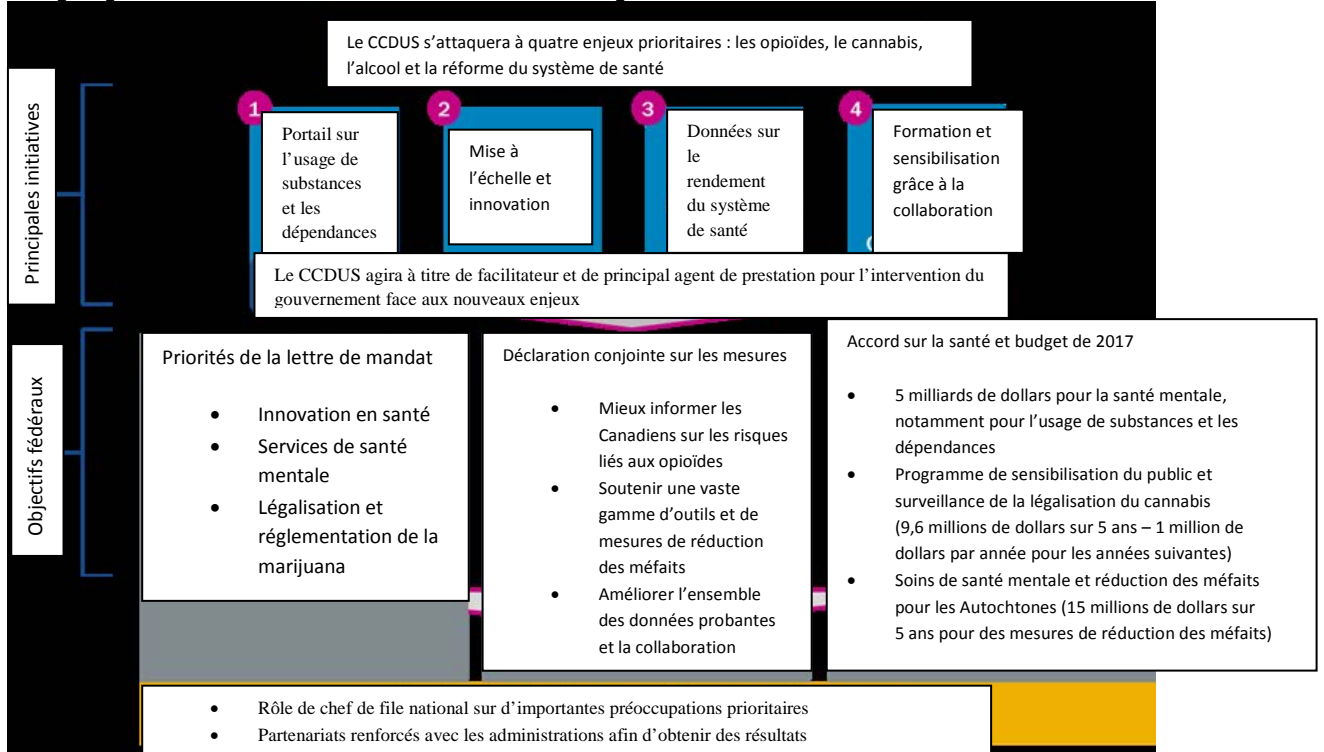
Une approche à valeur ajoutée concernant les priorités canadiennes

Le cadre stratégique et les priorités opérationnelles du CCDUS reposent sur des initiatives qui combleront des écarts considérables dans l'intervention à l'échelle du pays et des collectivités face à l'usage de substances et aux dépendances en mettant l'accent sur la crise des opioïdes et les problèmes liés au cannabis. Ces initiatives recueillent, synthétisent et diffusent de l'information indispensable en temps opportun afin de guider les politiques et les programmes fondés sur des données probantes vers quatre « priorités d'intervention » (les opioïdes, le cannabis, l'alcool et la réforme du système de santé).

Les priorités du CCDUS s'harmonisent avec les priorités fédérales en jouant un rôle de chef de file national sur d'importantes préoccupations, notamment la Déclaration conjointe sur les mesures visant à remédier à la crise des opioïdes, et en intensifiant la collaboration pancanadienne à l'égard de l'innovation en santé. Par ailleurs, les priorités opérationnelles du CCDUS lui permettront d'agir à titre de facilitateur et de principal agent de prestation pour l'intervention du gouvernement fédéral face aux nouveaux enjeux.



Graphique : Harmonisation du CCDUS avec les priorités fédérales



Initiative prioritaire 1 – Créer un portail sur l’usage de substances et les dépendances

Fondamentalement, les dirigeants politiques du Canada n’ont souvent pas les données ni les renseignements nécessaires pour guider une intervention globale à l’égard de l’usage de substances et des dépendances. Un tel écart en matière de politiques et d’infrastructure de connaissances crée peut-être des répétitions et des lourdeurs pour les intervenants, mais il engendre aussi des coûts imposants en vies canadiennes, en productivité et en santé tandis que les décideurs ont du mal à cibler les nouveaux et les actuels problèmes de toxicomanie et à les régler d’une façon proactive et globale.

Par exemple, ces dernières années, les Canadiens ont assisté à une augmentation brutale de la consommation des opioïdes, particulièrement le fentanyl, partout au pays. La crise ne touche pas seulement les grandes villes comme Vancouver et Toronto, elle touche aussi les plus petites collectivités comme Red Deer et Whitehorse. Les premiers intervenants, les hôpitaux et les gouvernements ont eu du mal à restreindre l’usage des opioïdes, à sensibiliser les consommateurs et à adapter les mesures à l’accélération du rythme de consommation.

Voici un autre exemple récent : en 2018, le gouvernement fédéral prévoit de légaliser le cannabis à des fins récréatives. Comme l’ont découvert les récentes délégations d’enquête du CCDUS envoyées à Washington et au Colorado, même avec la légalisation, les gouvernements doivent être proactifs pour cibler et combler les grands écarts en matière de politiques et de pratiques qui existent sur le plan de la conduite avec facultés affaiblies, de la prévention, du traitement, de l’usage et des effets sur la santé.

Les coûts humains et économiques liés à l’usage de substances sont considérables, et de nombreux intervenants et administrations n’ont pas accès aux données probantes nécessaires pour guider des interventions rapides. Le fait de soutenir la création d’un portail sur l’usage de substances et les dépendances faciliterait l’accès à l’information qui n’est pas facilement disponible et accessible pour de nombreuses personnes. Le financement fédéral pour cette initiative fournit les outils en vue de mettre sur pied un « guichet unique » crédible de renseignements, de ressources et de pratiques exemplaires qui portent sur les opioïdes, le cannabis, l’alcool et la réforme du système de santé destiné aux partenaires, aux intervenants et aux décideurs au sein des administrations fédérale, provinciales, territoriales, autochtones et municipales.

Initiative prioritaire 2 – Mettre à l’échelle et diffuser les pratiques exemplaires partout au Canada

Le fait de mettre à l’échelle et de diffuser des interventions fondées sur des données probantes en temps opportun pour lutter contre de nouveaux problèmes urgents liés à l’usage de substances est un élément crucial d’une mesure corrective collaborative et adaptée. Le CCDUS prévoit de combler les lacunes en matière de déploiement en utilisant ses ressources pour mettre en lumière les pratiques efficaces dans l’ensemble du pays afin d’accélérer la communication intergouvernementale sur les nouvelles pratiques et d’influencer les mesures et le changement concertés. Grâce à des documents d’orientation, à des ressources et à de l’expertise, le CCDUS contribuera à faire naître des idées créatives fondées sur des données probantes afin d’apporter

une nouvelle compréhension, de répondre aux besoins des intervenants et de promouvoir l'innovation qui donne des résultats.

L'un des principaux éléments de cette initiative, c'est l'élargissement d'une approche ciblée sur les jeunes en matière de traitement des troubles liés à l'usage des opioïdes. Grâce au financement fédéral, le CCDUS mobiliserait les jeunes démunis sur le plan économique en élaborant des guides de référence destinés aux professionnels de la santé et des services sociaux et contribuerait au corpus de données actuel portant sur le traitement des jeunes qui consomment des opioïdes. L'objectif serait de renforcer la capacité des fournisseurs de soins de santé d'intervenir en cas d'usage d'opioïdes chez les jeunes en mettant à l'échelle ces ressources pour les rendre accessibles aux quatre coins du pays.

Initiative prioritaire 3 – Fournir des données sur le rendement du système de santé et présenter des rapports à ce sujet

Même si les deux premières priorités du CCDUS se concentrent sur la collecte et la diffusion des renseignements et des pratiques exemplaires, il est tout de même nécessaire de produire des données fiables et exactes liées au coût socioéconomique de l'usage de substances et des dépendances. Sans de telles données, les dirigeants politiques auront du mal à évaluer la réussite de toute réforme proposée. Les citoyens et les organisations sociales ne sauront pas non plus si leur système de santé est équipé pour affronter les problèmes actuels et éventuels.

L'initiative du CCDUS en matière de données sur le rendement du système de santé permettra l'analyse de données et la production de rapports sur les modèles et les tendances pour broser un tableau national de l'usage de substances et des dépendances au Canada. Un élément crucial de cette initiative, c'est l'élaboration d'un outil d'établissement des coûts visant à estimer les coûts liés à l'usage de substances touchant le système de santé et la productivité. L'outil renforcerait la capacité du gouvernement et des intervenants d'évaluer l'incidence des réformes des politiques et des systèmes sur la société et sur l'économie canadienne.

Il faut souligner que le CCDUS a déjà entrepris une telle analyse auparavant, et il a déterminé que le coût économique de l'usage problématique de substances légales et illégales était de plus de 40 milliards de dollars par année. Le fait d'élargir cette analyse en vue d'englober d'autres substances, comme les médicaments sur ordonnance, aidera particulièrement les gouvernements à maximiser le bien-être de leurs citoyens ainsi que l'efficacité de leur système de santé et de services sociaux, tout en réduisant l'incidence négative sur la productivité et l'économie. Les recherches complémentaires comprendront des recherches et la surveillance et la production de rapports sur les tendances concernant la consommation d'alcool, de cannabis et d'opioïdes chez les jeunes et les aînés pour aider les collectivités à élaborer des mesures éclairées, locales et personnalisées en vue de réduire les méfaits de l'usage problématique de substances.

Cette initiative reposera sur la réussite du Réseau communautaire canadien d'épidémiologie des toxicomanies. Dirigé par le CCDUS, le Réseau communautaire coordonne et réunit le partage des données quantitatives et qualitatives recueillies par les membres sur les tendances en matière de drogues des collectivités locales, offrant ces renseignements aux premiers intervenants, aux forces de l'ordre et aux professionnels de la santé et des services sociaux dans l'ensemble des administrations. En réalité, le Réseau communautaire agit à titre de *système de préalerte* pour

détecter les tendances nationales en matière de drogues et intervenir face aux méfaits liés aux drogues et les minimiser. Depuis sa mise sur pied en 2014, le nombre de membres et d'utilisateurs du Réseau communautaire connaît une croissance constante.

Initiative prioritaire 4 – Jouer un rôle de chef de file dans la formation collaborative et la sensibilisation

La formation et la sensibilisation du public sont des principes fondamentaux en vue d'atténuer l'usage de substances nocives et de veiller à ce que les personnes qui en font usage soient au courant non seulement des risques et des méfaits qui y sont liés, mais aussi des ressources qui sont offertes pour lutter contre les dépendances et aider les personnes, les familles et les collectivités à intervenir efficacement grâce à des mesures rapides.

Grâce à un appui financier du gouvernement fédéral, le CCDUS prévoit d'exploiter et de mettre à profit son réseau actuel de divers intervenants afin de mobiliser les jeunes, les familles, les employeurs, les municipalités et les campus collégiaux et universitaires pour développer des ressources et élaborer des mesures en rapport à l'usage de substances dans divers contextes. Les résultats de cet effort collectif seront partagés avec les intervenants afin de mettre en œuvre une action collective et de poursuivre la diffusion des connaissances et des pratiques exemplaires.

Les travaux de l'initiative améliorent grandement la réussite que le CCDUS et ses partenaires ont connue pour faciliter une intervention coordonnée face à la crise des opioïdes. De plus, avec la légalisation imminente du cannabis, l'initiative élaborera des outils et développera des ressources pour la sensibilisation du public sur la prévention et la réduction des méfaits liés au cannabis et elle encouragera une approche de santé publique axée sur la prise de décisions éclairée afin de contribuer à l'atténuation des répercussions négatives chez les consommateurs.

Conclusion

Le CCDUS est bien placé pour contribuer à la coordination de l'intervention nationale face à la crise des opioïdes qui s'aggrave, évaluer et soutenir les mesures correctives provinciales, territoriales, municipales et autochtones apportées relativement à la mesure législative fédérale sur le cannabis et diffuser les pratiques exemplaires sur l'usage de substances et les dépendances aux intervenants et aux décideurs partout au Canada.

Au cours des 30 dernières années, le CCDUS s'est taillé une solide réputation à titre de partenaire de confiance pour les dirigeants politiques et les décideurs partout au Canada. Afin de répondre aux priorités ciblées dans la présente demande, le CCDUS demande 76 millions de dollars sur six ans.

La santé est un indicateur clé du bien-être économique des Canadiens. L'usage de substances et les dépendances peuvent avoir des répercussions socioéconomiques négatives considérables sur l'économie canadienne et sur les familles si la société et le gouvernement ne sont pas équipés pour intervenir efficacement en utilisant les meilleures données probantes disponibles. Le CCDUS, à l'aide d'un financement renouvelé provenant du gouvernement du Canada, mobilisera



ses partenaires dans l'ensemble du pays afin d'obtenir des résultats pour les Canadiens et leur famille.